



« La diaspora burkinabè a bien sa place dans le développement du Burkina Faso », déclaré le Président du Faso à Casablanca

Page 8

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°336 du mercredi 22 mars 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 16.

**Association pour la Promotion
Féminine de Gaoua: une décision
de justice l'intime de quitter son
siège actuel**

Page 4



**Célébration du 08 mars:
les femmes du grand marché de
Bobo innovent**

Page 6



**Groupe municipal UPC : « Nous
dénonçons la gabegie orchestrée
par la mairie centrale »**

Page 2



**« Nous avons remarqué que le rôle du conseiller
municipal se résume seulement à la participation
aux sessions et à voter ce qui est décidé alors
que non ; nous pensons donc que pour un
développement local à la base, il faut tenir compte
des aspirations des populations à la base »**

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

**Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...**

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain.



Groupe municipal UPC : « Nous dénonçons la gabegie orchestrée par la mairie centrale »

Région du Centre



Le présidium.

Le groupe municipal UPC dénonce une mauvaise gouvernance de la mairie centrale de Ouagadougou. C'était au cours d'une conférence de presse qu'il a animée ce mardi 21 mars 2017 au siège national du parti à Ouagadougou. L'objectif est de présenter aux journalistes le bilan des activités du groupe municipal UPC.

Devant la presse ce mardi, le parti politique UPC a présenté officiellement le groupe municipal UPC et le bilan de ses activités depuis l'installation des exécutifs municipaux. Animée par Jean Leonard Bouda, président

du groupe municipal UPC de Ouagadougou et en présence du bureau complet, il a été également question de dénoncer une forme de gabegie orchestrée par la mairie centrale. En effet, la mairie centrale aurait dépensé plus d'une centaine de million sur un budget de 178 millions de F CFA destiné à la jeunesse et à l'emploi juste pour danser pendant les fêtes de fin d'année, ce fait est à dénoncer. Pour le Président du groupe municipal UPC Cette conférence a pour objectif aussi de montrer à quel point les conseillers municipaux de l'UPC font du bon travail dans les arrondissements mais aussi quelles sont les

réalisations que les maires de l'UPC ont déjà eu à faire dans les mairies dont ils ont la responsabilité.

Les conseillers municipaux devraient participer en principe à l'élaboration du budget, des plans de développement des arrondissements, a-t-il ajouté. « nous avons remarqué que le rôle du conseiller municipal se résume seulement à la participation aux sessions et à voter ce qui est décidé alors que non ; nous pensons donc que pour un développement local à la base, il faut tenir compte des aspirations des populations à la base »

Outre cela, le groupe municipal

La suite à la page 3.



POLITIQUE

La suite de la page 2.



Les journalistes.

a pu faire certaines réalisations dans les mairies tenues par l'UPC. Il s'agit entre autres de la confection gratuite de 500 actes de naissances, la remise des produits pharmaceutiques, le mariage collectif, la formation des femmes jeunes en leadership et en entrepreneuriat, etc.

A travers donc ce point de presse, le groupe municipal UPC rassure les citoyens de Ouagadougou de sa ferme volonté de s'opposer à toute forme de gabegie dans l'exécution du budget municipal. Il entend mettre tout en Œuvre pour qu'au budget supplémentaire, les jeunes et les femmes soient pris en compte de manière conséquente.

Le groupe municipal lance aussi un appel au gouvernement afin qu'il prenne des mesures idoines pour éviter les violences constatées lors du dernier scrutin à la faveur des élections municipales partielles.

Alfred Sié KAM/Rédaction SCI



Jean Léonard Bouda, Président du groupe municipal UPC.



Association pour la Promotion Féminine de Gaoua: une décision de justice l'intime de quitter son siège actuel

Région du Sud-Ouest



L'assistance.

L'Association pour la Promotion Féminine de Gaoua (APFG) a tenu une assemblée générale dans la journée 06 mars 2017. Cette rencontre visait la préparation de la 160^{ème} journée internationale de la femme d'une part et d'autre part passer au peigne fin les difficultés qu'elles rencontrent surtout avec l'ultimatum de la justice qui demande leur déguerpiement du siège actuel suite à une plainte d'une tiers personne d'être le propriétaire du terrain.

Chaque année les femmes du

monde entier célèbrent la fête du 08 mars. Celles de la région du Sud-Ouest et particulièrement les femmes de l'APFG ne sont pas en reste. Elles se sont retrouvées à travers une assemblée générale pour faire le bilan de tout ce qu'elles ont pu faire mais surtout de réfléchir sur la célébration de la journée internationale de la femme. Pour la présidente de l'APFG Madame Ini Inkouraba Damien/ Youl, cette semaine décrétée par les autorités burkinabè est une occasion donnée aux femmes de l'association qu'elle dirige de faire un bilan des activités menées,

de voir comment surmonter les difficultés qui se présentent à elles mais surtout apporter des solutions à celles-ci. Au cours de cette assemblée générale, les femmes membres de l'APFG ont tiré un bilan positif au regard des actions qu'elles ont pu réalisées pour l'épanouissement de la femme durant l'année écoulée. Mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt, des difficultés demeurent a-t-elle indiqué. La difficulté majeure est la décision de justice qui est tombée comme une bombe est qui oblige l'APFG à quitter son siège actuel suite à une plainte déposée par

La suite à la page 7.



ÉVÉNEMENT

La suite de la page 4

une tiers personne se réclamant propriétaire de la parcelle a-t-elle dit. C'est un différend qui oppose les deux camps depuis plusieurs années nous a confié la présidente de l'APFG. De 2003 à 2016 quatre(04) procès ont eu lieu et l'association a toujours gagné le procès. Ini Inkouraba Damien/ Youl et ses sœurs ne comprennent pas la présente décision qui leur demande de quitter les lieux. C'est une décision qui est venue semer une confusion dans l'esprit des femmes. Pour preuve, en 2010 avec le Tribunal de Grande Instance de Gaoua en collaboration avec la mairie de Gaoua, des autorités de gendarmerie et des services des impôts qui se sont déportés sur les lieux et après un constat suivi d'un délibéré de justice, ont déclaré attributaire l'APFG a-t-elle souligné. Nous ne comprenons pas plus rien.

En 2013 sans impliquer la mairie de Gaoua et notre association, c'est une décision de justice qui vient dire que monsieur x est le propriétaire des lieux. Pire encore en 2017 on nous dit de quitter le plus rapidement possible les lieux car une autre décision de justice condamne et la mairie de Gaoua et l'APFG. Pourtant nous avons tous les papiers qui prouvent que le terrain appartient à l'APFG car nous avons payé les différentes taxes. Nous pensons que c'est une injustice portée à notre égard et à



(Ini Inkouraba Damien/Youl, présidente de l'APFG s'est dit très indignée de la décision de justice qui demande leur déguerpissement).

notre tour nous avons fait appel aux instances judiciaires parce que tantôt on nous fait croire que le monsieur en question en veut à l'association et tantôt il réclame la parcelle. Donc on ne sait plus ce qu'il veut. Au vu de tout cela, nous interpellons les autorités à prendre leurs responsabilités et toutes les mesures qui s'imposent afin de nous restituer légalement

le terrain au profit des quatre mille(4000) femmes de l'APFG qui mènent des actions nobles de développement du Sud-Ouest, a conclu Ini Inkouraba Damien/ Youl. Affaire donc à suivre.

**Kissogo Abdoul Karim Ouattara
pour SCI**



**OBTENEZ VOTRE MASTER A ISC
BOBO DANS LES MEILLEURES
CONDITIONS**



Célébration du 08 mars: les femmes du grand marché de Bobo innovent

Région des Hauts-Bassins



Les femmes de l'AFUMCB ont toutes effectué le déplacement du CHU Souro Sanou.

C'est loin des djanjoba et grandes cérémonies de réjouissance que les femmes du grand marché de Bobo-Dioulasso ont célébré la journée internationale de la femme. Les malades de la pédiatrie du CHU Souro Sanou de Bobo-Dioulasso ont reçu un important lot de savons, détergents et couvertures en guise de soutien de la part de ces femmes.

La 160^{ème} journée internationale de la femme a été célébrée d'une toute autre manière par les femmes du marché central de bobo à travers l'association des femmes unies du marché central

de Bobo (AFUMCB). Elles ont organisé un défilé l'année dernière, et ont estimé que cette année, il fallait mener une action dont les bénéficiaires ne seront pas elles seules. Après le rassemblement devant le marché, elles se sont dirigées vers le centre hospitalier universitaire Souro Sanou (CHUSS) avec en mains un lot de savons, de détergents et de couvertures destinés aux malades du service de pédiatrie. « Nous avons préféré faire quelque chose qui peut impacter. Il y a des femmes comme nous dans les hôpitaux avec des enfants malades et nous avons voulu leur apporter notre aide, bien que petite », explique Bintou Cissé une commerçante.

Pour la représentante des femmes Ajoke Moroufatou, il s'agissait à travers ce don, d'exprimer la compassion des femmes du marché envers les bénéficiaires. Le lot composé de savons, détergents et couvertures est estimé à environ 250 000 francs CFA. Les donatrices disent travailler à faire encore plus dans les années à venir, au bénéfice de ceux qui en ont besoin. Les femmes du marché ont également bénéficié en cette journée, du soutien des hommes du marché qui sont venus nombreux les accompagner pour leur action humanitaire. Le Directeur des services généraux et logistiques du CHUSS Brahimia Sanou, représentant le DG a

La suite à la page 7.



ÉVÉNEMENT

La suite de la page 6.



Cette mère a reçu du savon et des détergents pour la toilette de son bébé.

traduit sa satisfaction de voir les femmes s'intéresser à la cause d'autres femmes. Pour lui, ces femmes ont valorisé leur journée à travers ces actes qui viennent reconforter les malades. Les mères de bébé malades ont remercié les

donatrices d'avoir pensé à elles ce jour. Pour les donatrices, il s'agissait de mener une action concrète qui aille au-delà des réjouissances et danses. En attendant la 161^{ème} journée internationale de la femme, l'AFUMCB va continuer

ces activités en aidant à la hauteur de ses capacités les plus démunis.

Nicole A.B. OUEDRAOGO pour SCI

publiez vos annonces légales
sur Sciences Campus Info



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

« La diaspora burkinabè a bien sa place dans le développement du Burkina Faso », déclaré le Président du Faso à Casablanca

Maroc



Clôture du 5e FIAD.

Clôture du 5e FIAD : Le Président du Faso honoré pour son engagement pour une Afrique qui gagne Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a présidé le vendredi 17 mars 2017 à Casablanca au Maroc, la cérémonie de clôture du 5e Forum international Afrique Développement (FIAD). La cérémonie de clôture du 5e FIAD a été marquée par trois actes majeurs : la restitution

des travaux des workshops, la remise des trois trophées de la coopération Sud-Sud et la reconnaissance du forum au Président du Faso.

La restitution des travaux a concerné les sous thèmes qui ont été développés en plénière par les participants : les acteurs économiques dans la création de valeur partagée qu'est l'urbanisation ; l'accélération de l'inclusion sociale et comment accélérer l'inclusion financière.

Ce dernier volet a été développé par l'économiste béninois Lionel ZINSOU qui a cité le Burkina Faso comme exemple. En effet, le pays des Hommes intègres a entrepris, selon lui, de faciliter l'accès aux moyens de financement à toutes les couches sociales. « Ce que le Burkina Faso est en train de faire, personne ne l'a jamais fait », a-t-il déclaré. Selon Monsieur ZINSOU, les Africains ne doivent pas aller chercher leur modèle de développement ailleurs, mais ils doivent s'inspirer des bons

La suite à la page 9.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8.



Les participants.



Remise de trophées.

exemples qui sont sur leur continent. C'est pourquoi, a-t-il affirmé, « le Burkina Faso est bien administré parce qu'il est capable de tirer le meilleur parti de ses ressources ». Outre le Burkina Faso, le Rwanda et le Maroc ont aussi été cités dans le domaine des facilités de financement pour les Petites et Moyennes Entreprises (PME) et pour les investissements directs sur le continent africain.

Concernant la remise des trophées, temps fort de cette cérémonie, huit entreprises étaient en compétition. Mais le jury, présidé par le président du patronat burkinabè, Monsieur Birahima NACOULMA a décerné les trois trophées aux entreprises suivantes : le trophée Silver obtenu par l'entreprise SANIA de la Côte d'Ivoire ; le trophée Gold décerné à l'entreprise marocaine HPS et le trophée Platinum

La suite à la page 10



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9.

obtenu par LILAS de la Tunisie. Le Burkina Faso, pays invité d'honneur, gagne deux trophées spéciaux. Coris Bank international qui obtient un trophée pour le leadership qu'il a fait montre dans le positionnement de sa banque dans l'espace UEMOA, et cela, 10 ans seulement après sa création. Autre distinction et acte majeur de cette cérémonie, le trophée décerné au Président Roch

Marc Christian KABORE pour sa « présence active tout au long du forum, son volontarisme et son engagement pour le développement du continent africain ». Standing ovation dans la salle. Le présentateur n'a pas tari d'éloges à l'endroit du Président du Faso. Un hommage mérité pour cet homme qui s'est véritablement engagé pour le développement de son pays et du continent.

Rendez-vous a été pris pour la 6e édition l'année prochaine et les thèmes qui y seront abordés porteront sur l'entrepreneuriat féminin, la jeunesse et la synergie pour rapprocher les opérateurs économiques d'Afrique de l'Ouest à ceux de la partie orientale du continent.

Brèves

Côte d'Ivoire, dans l'ouest du pays, plusieurs ONG tirent la sonnette d'alarme concernant la forêt du Cavally. Une forêt classée du pays, précieuse par sa biodiversité, et qui est menacée par des bandes armées et des exploitants qui la détruisent consciencieusement hectare par hectare.

RDC, après la découverte de nouvelles fosses communes au Kasai, des vidéos semblent accréditer la thèse d'un usage excessif de la force. Trois circulaient déjà sur les réseaux sociaux, l'une d'elles a déjà valu à sept militaires d'être arrêtés et accusés par l'auditorat militaire de crimes contre l'humanité. On les voyait en train de tirer et même d'exécuter de présumés miliciens Kamuina Nsapu, le plus souvent désarmés. RFI a eu accès à deux nouvelles vidéos inédites et troublantes.

Congo-Brazzaville, l'un des premiers hommes politiques à s'être opposé à la modification de la Constitution en octobre 2015, l'opposant Paulin Makaya reste en prison. La cour d'appel a confirmé ce mardi matin le jugement de juillet 2016 en première instance de deux ans de prison ferme pour avoir organisé une marche.



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Insécurité dans le Soum: L'Union Nationale des Etablissements d'Enseignement Privé Laïc en parlent au ministre Simon Compaoré

Région du Centre



Une délégation de l'Union Nationale des Etablissements d'Enseignement Privé Laïc..

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Sécurité, Simon Compaoré, a reçu en audience le lundi 20 mars 2017, une délégation de l'Union Nationale des Etablissements d'Enseignement Privé Laïc. Ils sont venus exprimer leurs vives préoccupations face à la situation sécuritaire qui prévaut dans cette province de la région du Sahel.

« Nous sommes venus voir monsieur le Ministre d'Etat pour partager les inquiétudes de nos membres par rapport à la situation sécuritaire dans le Soum. Nous

repartons avec l'impression que notre démarche a été utile parce que face à cette situation, tous les Burkinabè sont interpellés, et la solution ne peut venir que d'un sursaut d'abord de notre part. Voilà pourquoi, nous avons entrepris cette démarche pour nous assurer que nous avons la même compréhension et même lecture de la situation, et surtout les dispositions qui doivent être prises pour arriver à une solution », a déclaré le président de l'Union Nationale des Etablissements d'Enseignement Privé Laïc, Issa Compaoré. Le Ministre d'Etat Simon

Compaoré qui a prêté une oreille attentive aux préoccupations de ses hôtes, a salué à sa juste valeur cette démarche qui a permis une concertation directe.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du Ministère de la Sécurité



Le ministre des Transports reçoit l'Ambassadeur d'Egypte

Région du centre

Le ministre des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière a reçu en audience, le mercredi 15 mars 2017, l'Ambassadeur d'Egypte.

Au menu des échanges sur les dossiers portant processus de relance de l'ouverture de la compagnie aérienne Air Egypte au Burkina. L'ambassadeur de la république arabe d'Egypte au Burkina Faso, Hisham Mohamed Nagi est venu poursuivre les négociations sur l'accord de service aérien qui porte sur l'ouverture de la compagnie aérienne Air Egypte. Ce dossier avait été soumis aux autorités burkinabè depuis 2010. Son Excellence, Hisham Mohamed Nagi au cours de cette audience a soumis l'accord de service aérien 2010 et une lettre de relance au ministre des transports, Souleymane Soulama. Pour le ministre Soulama, vu que le Burkina Faso est un pays enclavé, la compagnie aérienne Air Egypte serait la bienvenue au Burkina Faso.



Le ministre des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière a reçu en audience, l'Ambassadeur d'Egypte.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Formation des forces de sécurité du Sahel en communication et relations publiques : Une fin en apothéose

Région du centre



Formation des forces de sécurité de la région du Sahel en Communication et des Relations Publiques.

Débutée le 15 mars 2017, la formation des forces de sécurité de la région du Sahel en Communication et des Relations Publiques a refermé ses portes le vendredi 17 mars dernier à Dori. Cette formation qui a réuni une cinquantaine de gendarmes et de policiers avaient pour objectif de « donner les notions de base de la communication à ces spécialistes de la sécurité afin de permettre d'améliorer leurs rapports avec les populations et les différents acteurs sur le terrain ».

Au terme des échanges, les participants ont apprécié positivement cette initiative du ministère de la sécurité qui a bénéficié de l'appui financier du Royaume du Danemark. « Nous sommes très émus par le contenu de cette formation. Le thème était pertinent. Sur le terrain, nous serons à mesure de mettre en pratique ce qui nous a été enseigné », s'est réjoui l'Adjudant-Chef Major de Gendarmerie, Jean-Bosco Néya (Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Sebba). Il a souhaité que cette formation soit élargie à toutes les régions du Burkina Faso. C'est

le même sentiment partagé par l'Officier de Police Moussa Dem (Commissaire de Police de District de Tongomayel). « A l'issue de cette formation, nous sommes bien outillés pour améliorer nos rapports avec les différents acteurs sur le terrain », a-t-il indiqué. Notons que cette formation a été dispensée par le conseiller en communication et marketing, Idrissa Ouédraogo.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du Ministère de la Sécurité



Règlement des impayés de l'état à la presse : le ministre dandjinou discute avec des organisations professionnelles de medias

Région du Centre

Dans la foulée de ses concertations sur la question des impayés de l'Etat vis-à-vis des organes de presse, le ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, Rémis Fulgance Dandjinou a rencontré, dans la soirée du 17 mars 2017, des représentants des organisations professionnelles de medias au Burkina Faso.

Dans les échanges, l'ensemble des parties ont reconnu la gravité de la situation ainsi que l'urgence des réponses à y apporter. Car si pour les participants à la rencontre, les dettes de l'Etat pourraient ne pas, à elles seules, expliquer la fermeture de certains journaux, elles constituent, selon eux, la principale cause.

C'est pourquoi ces hommes de média ont invité le ministre Dandjinou à peser de tout son poids afin de sauver la presse privée de la « précarité » dans laquelle elle se trouve.

En menant les réflexions, le ministre Dandjinou a convenu avec ses confrères qu'il lui soit transmis dans de très brefs délais, les données chiffrées sur l'état des lieux de la situation de sorte à lui permettre d'introduire et de défendre en Conseil des ministres, la nécessité pour le gouvernement d'apurer au plus vite ses dettes.

Mais à l'avenir et afin d'éviter que de telles entraves ne se reproduisent, ils ont unanimement



le ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, Rémis Fulgance Dandjinou a rencontré des représentants des organisations professionnelles de medias au Burkina Faso.

suggéré qu'un guichet unique soit créé pour le règlement régulier des factures de presse. Il reviendra ensuite au gestionnaire dudit guichet de se retourner vers les ministères concernés pour se faire rembourser.

Dans le souci de mettre fin aux désaccords portant sur la notion de « régularité » des créances, recommandation sera faite aux demandeurs de couverture médiatique de revoir la nature des correspondances qu'ils adressent aux médias.

Les perspectives pour la presse au Burkina Faso ont aussi porté

sur l'allègement de la fiscalité. Si un travail a été déjà fait dans ce sens, il ressort que les lignes n'ont pas bougé et qu'il faudra dorénavant s'y atteler.

Satisfaites des propositions qui ont été faites, les deux parties ont promis de poursuivre la réflexion afin que de solutions idoines soient trouvées pour sortir la presse des difficultés financières qui l'étreignent et garantir efficacement sa pérennité.

DCPM/MCRP

Le Centre d'Examen Européen

organise 3 sessions de cours
d'anglais intensif en 2017



- Du 15 février au 15 mars
- Du 15 Juillet au 15 août
- Du 15 septembre au 15 octobre

Obtenir un niveau supérieur avec une attestation

Préparation aux : TOEIC - TOEFL

Nous vous offrons aussi la possibilité d'apprendre l'anglais en ligne et obtenir une attestation avec ED - ENGLISH DISCOVERIES qui est une solution complète d'apprentissage de l'anglais.

Les cours se déroulent du lundi au vendredi de 18h à 20h

INSCRIPTIONS OUVERTES

A Ouaga, contact: 72 07 20 20

A Bobo, contact: 72 07 09 09

Email : contact@ebs-edu.fr

Site web : www.sciences-campus.org

40 000
F CFA

- Ouagadougou au centre d'examen européen, situé à Ouaga 2000 sur l'avenue Sembene Ousmane à 500m de l'ambassade des Etats Unis;
- Bobo à ISC-bobo, au centre-ville Avenue Guillaume, Immeuble Sanga Madi;



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Un Chargé de Projets Partenariats Finances Solidaires (H/F)

Description

Nous recherchons pour le Département de la Communication et du Développement

UN CHARGE DE PROJETS PARTENARIATS FINANCES SOLIDAIRES (H/F) :

Basé à Paris 17ème

Mission : Au sein de la Direction Déléguée Partenariats d'Action contre la Faim, et sous la supervision Directeur Délégué, vous avez pour mission de contribuer à la collecte de fonds à travers le développement et la diversification des partenariats dans le domaine de la finance solidaire.

Plus précisément :

Vous prospectez de nouvelles entreprises : de nature à aimer le challenge, vous ciblez, identifiez et recrutez de nouveaux prospects spécifiques à chaque projet.

Vous fidélisez et développez les partenariats existants, notamment auprès des banques et assurances : Vous assurez le suivi d'un portefeuille de partenariats existants et développer les relations avec les partenaires et leurs réseaux. Vous savez mettre en valeur les partenariats stratégiques

via la communication interne et externe.

Vous appuyez le développement du « Label Solidaire » auprès des TPE/PME

Vous organisez des opérations de collecte de fonds auprès des partenaires

Profil recherché : Idéalement titulaire d'un Bac +5 type IEP, école de commerce ou Master marketing/commerce, vous justifiez d'une expérience professionnelle de 3 ans minimum, en gestion de projet et/ou commercial.

Une bonne connaissance du mécénat, des pratiques RSE et de la finance solidaire serait particulièrement appréciée. Doté(e) d'excellentes qualités relationnelles, vous avez un sens aigu de la négociation, une grande aisance commerciale et une expérience réussie en prospection. Capable d'initiatives et d'autonomie, tout en sachant rendre compte, vous faites preuve de rigueur et d'organisation.

Vous avez une sensibilité particulière pour le secteur associatif ainsi que pour le mandat d'AcF.

Anglais professionnel demandé.

Statut : Cadre intégré
- CDI - Temps plein

Conditions Salariales : De 32

à 36 K€ bruts annuels sur 13 mois selon expérience, 21 jours de RTT, titres restaurant à 8 € (prise en charge à 60% par ACF), complémentaire santé (prise en charge à 80% par ACF), remboursement 50 % transport en commun.

Prise de poste : Mai 2017

Conditions particulières et aptitudes : Station assise prolongée, expression orale, travail sur écran, contacts téléphoniques.

ACF est engagé dans une politique d'emploi en faveur des travailleurs handicapés.

Fonctions Communication, Coordination, Gestion de projet, Technicien spécialiste

Activités A u t r e

Pays Europe, France

Contrat C D I

Postuler en ligne <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2605/Un-Charge-de-Projets-Partenariats-Finances-Solidaires/>

Date de fin de validité 31/03/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Chargé(e) de plaidoyer international « Droit à l'alimentation », Direction Internationale, Siège national | CDI Temps plein

Description

Au sein du pôle « Plaidoyer International » de la Direction Internationale du Secours Catholique-Caritas France (SC-CF), composé d'une équipe de 5 personnes, vous développez et portez la stratégie de plaidoyer international de l'Association et de ses alliés sur la question du « Droit à l'alimentation » auprès du grand public et des Institutions, en lien avec les enjeux de lutte contre les changements climatiques et de Droits Humains.

Dans ce cadre, vous êtes plus spécifiquement chargé(e) de :

* Elaborer et mettre en œuvre la stratégie d'influence autour de la thématique « Droit à l'alimentation » :

Elaborer la stratégie de plaidoyer en coordination avec les acteurs internes de la direction concernés, les alliés, les partenaires du Sud, etc.

Développer, formaliser et faire évoluer les positions institutionnelles de plaidoyer, en lien avec les alliés

Travailler avec des acteurs du Sud à la construction de l'expertise du SC-CF, établir des plaidoyers communs avec des partenaires

Contribuer à l'élaboration de la stratégie du pôle «

Plaidoyer international »

Mettre en œuvre la stratégie d'influence auprès des décideurs (CCNUCC, FAO...) : identifier le calendrier des actions de plaidoyer pertinentes pour le SC-CF, déterminer les objectifs et les cibles ainsi que les modalités d'évaluation

Etablir un plan de communication avec la Direction de la communication : vulgariser les messages et assurer l'édition des supports de communication

Défendre les positions du SC-CF dans les instances internationales, représenter l'organisation

Contribuer aux campagnes de mobilisation en lien avec les Chargés de projets du pôle « Animation et Campagnes Internationales ».

* Construire une expertise sur la thématique « Droit à l'alimentation » :

Exercer une veille et un travail de recherche permanents sur la thématique afin d'identifier les évolutions de contexte, les opportunités politiques, les besoins des acteurs et des partenaires du SC-CF, etc.

Produire des documents d'analyse et de synthèse

Appuyer l'ensemble des acteurs du SC-CF sur la thématique (information, formation, conseil, documentation).

* Constituer, alimenter et animer un réseau d'influence :

Identifier des alliés potentiels dans les milieux de la solidarité internationale et du réseau Caritas, ainsi qu'au niveau des Institutions

Favoriser les synergies entre alliés et avec le réseau Caritas pour la mise en place d'actions communes

Développer un réseau d'experts pour enrichir le travail de plaidoyer

Assurer la mobilisation, l'animation, la supervision et l'évaluation de la mission des bénévoles et des stagiaires en lien avec le département « bénévolat ».

Ville P a r i s

Expériences / Formation du candidat

Niveau bac+4/5

A minima solide socle de connaissances autour de la thématique « Droit à l'alimentation »

Expertise sur les enjeux climatiques nécessaire ; la connaissance des mécanismes onusiens est un plus

Expérience de plaidoyer et influence auprès de public décideur

Compétences de négociation et de représentation

Expérience réussie de formalisation d'expertise ; compétences rédactionnelles

La suite à la page 18



JOBS CAMPUS

La suite de la page 17

et de synthèse avérées
Expérience de travail en mode projet « transversal » ; appétence pour la posture d'accompagnement

Langues parlées

Bon niveau d'anglais indispensable ; l'espagnol est un plus.

Qualité du candidat

Connaissance du mode de collaboration avec les acteurs locaux

Adhésion au projet associatif

et au projet national du SC-CF.

Fonctions Animation, Formation, Coordination, Gestion de projet

Activités Agriculture, Environnement, Droit, Social

Pays Europe, France

Contrat C D I

Durée du contrat

Temps plein, à pourvoir à partir de mi-avril 2017.

Salaire / Indemnité

Selon grille et expérience.

Documents à envoyer

CV et lettre de motivation.

Nom de la personne contact

Mme Emilie JOHANN, Responsable du Pôle Plaidoyer International.

Postuler en ligne <http://www.secours-catholique.org/offres-emploi-stages/chargee-de-plaidoyer-international-droit-alimentation-direction>

Date de fin de validité 09/04/2017



Avis de recrutement

Poste: CFSI (Comité Français pour la Solidarité Internationale)

Service civique – Animation, gestion de projet, organisation logistique

Description

Le CFSI regroupe 21 organisations agissant pour la solidarité internationale. Les membres du CFSI s'unissent pour affronter ensemble et avec leurs partenaires des pays du Sud les enjeux du futur : la justice

sociale pour réduire la pauvreté et les inégalités croissantes ; l'économie au service de l'Homme et non pas l'inverse ; le partage équitable et la gestion durable des ressources naturelles de la planète.

Parmi ses activités, le CFSI cherche à contribuer au droit à l'alimentation, c'est-à-dire l'accès de tous à une alimentation suffisante et de qualité. Pour cela, le CFSI coordonne depuis 2000 la campagne ALIMENTERRE qui informe le grand public et les jeunes tout au long de l'année

sur les enjeux alimentaires mondiaux. Elle promeut la souveraineté alimentaire basée sur une alimentation durable et responsable issue notamment de l'agroécologie et de la production locale. La campagne est mise en œuvre en France, en Europe, en Amérique et en Afrique, par des acteurs locaux, qui proposent des animations variées : une projection-débat ; un marché alimentaire et solidaire ; un atelier cuisine bio, locale et équitable avec des enfants ; une visite d'exploitation agricole

La suite à la page 19



La suite de la page 18

; un spectacle de rue ; etc.

Organisé chaque année du 15 octobre au 30 novembre, le Festival de films ALIMENTERRE est le temps fort de la campagne. A partir d'une sélection de films documentaires, il invite les citoyens à des débats ouverts et participatifs sur les enjeux agricoles et alimentaires mondiaux, avec le témoignage d'acteurs du changement: réalisateurs, chercheurs, agriculteurs, représentants associatifs, élus locaux, intervenants de l'étranger etc. Après les animations, le Festival propose aux citoyens des manières de s'engager.

Plus d'information sur : www.festival-alimenterre.org

Mission proposée

La/le volontaire en service civique appuiera la responsable publics et réseaux dans la mise en œuvre du Festival ALIMENTERRE en Ile de France :

Participation aux temps forts nationaux et régionaux de formation et d'échanges sur les enjeux de l'alimentation dans le monde et les techniques d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

Coordination de l'évènement en Ile-de-France : prise de contact et accompagnement des associations, lycées et autres organisateurs dans la

mise en œuvre de projections-débats et autres animations pédagogiques; mise en lien avec des structures proposant des formes d'engagement, communication sur les réseaux sociaux des actions mises en œuvre.

Accompagnement des intervenants des pays du Sud lors de leur venue en France lors du Festival ALIMENTERRE

Mise à disposition d'outils pédagogiques auprès des organisateurs

Rédaction des comptes-rendus et bilans

Elle/il participera également à :

Mise en œuvre du concours de films courts pour les jeunes : diffusion du prix dans le milieu scolaire, organisation de la remise des prix, accueil des jeunes lauréats lors de la remise des prix et participation à la journée sur le cinéma avec les jeunes lauréats.

Appui à la réalisation d'outils pédagogiques.

Ville P a r i s

Expériences / Formation du candidat

Les activités proposées ne demandent pas de compétences et de formation particulière, si ce n'est de l'intérêt pour les thématiques

agricoles et alimentaires, de l'enthousiasme, une capacité d'initiatives, du sens de l'organisation, de la rigueur, et un très bon relationnel.

Langues parlées

F r a n ç a i s

Fonctions

Organisation, Administration

Activités Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education

Pays Europe, France

Contrat Volontariat / service civique

Durée du contrat

8 mois

Documents à envoyer

CV et lettre de motivation

Nom de la personne contact

Fanny Darbois

Email de la personne contactalimenterre@cfsi.asso.fr

Postuler en ligne <http://www.service-civique.gouv.fr/missions/appui-a-la-sensibilisation-des-citoyens-sur-le-droit-a-l-alimentation>

Date de fin de validité 14/04/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

**Poste: Recrutement d'un
Volontaire International
de Monaco en tant que
Chargé(e) de développement
des partenariats inter-
associatifs/entreprises pour
l'insertion professionnelle
des jeunes vulnérables à
Antananarivo (Madagascar)**

Description

Le Département des Relations Extérieures et de la Coopération (DREC), Direction de la Coopération Internationale (DCI), fait savoir qu'il va être procédé au recrutement d'un Volontaire International de Monaco (VIM). Le Programme VIM consiste en l'envoi d'une personne en mission d'appui longue durée dans un pays en développement dans lequel intervient la Coopération internationale monégasque.

**Les conditions à remplir
sont les suivantes :**

**avoir au minimum 21 ans
et au maximum 35 ans,**

**être titulaire d'un diplôme
de l'enseignement
supérieur ou technique,**

**avoir au minimum une année
d'expérience professionnelle.**

PROFIL DE POSTE

**O r g a n i s a t i o n
d' a c c u e i l A p p r e n t i s
d' A u t e u i l O c é a n I n d i e n**

**Durée souhaitée de la
mission 2 ans**

Date souhaitée d'arrivée sur

le terrain Juin 2017

**Lieu d'implantation
Antananarivo, Madagascar**

**Présentation de
l'organisation d'accueil**

Dans le cadre de sa stratégie de coopération à Madagascar, le Gouvernement de la Principauté de Monaco appuie depuis 2013 la filiale Océan Indien de la Fondation française des Apprentis d'Auteuil et ses quatre associations partenaires (Graines de Bitume, ENDA Océan Indien Madagascar, HARDI et le centre NRJ) dans leurs projets pour la réinsertion sociale et économique des enfants et des jeunes en situation de rue à Tananarive. Notamment, un Bureau Pour l'Emploi (BPE) a été mis en place par l'association Graines de Bitume. Ce dispositif spécifique s'adresse aux jeunes défavorisés qui ont quitté le système scolaire, pour les accompagner dans la réalisation de leur projet professionnel (recherche de stage et/ou d'emploi).

Mission principale du VIM

La mission principale du VIM consistera à développer le réseau d'entreprises partenaires du Bureau Pour l'Emploi (BPE), ainsi que les relations avec les associations adhérentes.

Plus spécifiquement, le volontaire aura pour missions d'/de :

Améliorer le référencement des jeunes entre les associations adhérentes et le Bureau Pour l'Emploi;

Développer les relations entre les associations partenaires et les entreprises pour favoriser le placement des jeunes en stage et en emploi ;

Assister les équipes des programmes d'insertion professionnelle pour améliorer leurs outils d'accompagnement, notamment par une prise en charge personnalisée de chaque jeune selon son profil.

Contributions exactes du volontaire

Améliorer le référencement des jeunes entre les associations adhérentes et le BPE (création d'outils de liaison entre les associations, formation et accompagnement des éducateurs, élargissement des associations adhérentes) ;

Développer la base de données existante et améliorer le suivi des jeunes inscrits au BPE ;

Identifier et analyser les opportunités d'emploi et de stage accessibles aux jeunes issus du BPE et émettre des recommandations en matière d'accompagnement ;

Réaliser un état des lieux des parcours d'insertion professionnelle développés en interne par chaque association ainsi qu'une typologie des jeunes soutenus (profil social, niveau de base, type de formation, âge...);

Réaliser une étude sur les besoins des 4 associations adhérentes, en termes de partenariat avec des entreprises ;

Mettre en place une veille sur les besoins en compétences des entreprises ;

Concevoir et organiser un évènement dans le but de prospecter de nouvelles entreprises partenaires ;

Analyser la pertinence de la mise en place d'un module « auto-entrepreneur » ;

La suite à la page 21.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 20

Rédiger un rapport mensuel pour le reporting mensuel auprès du comité de pilotage du projet (composé d'un représentant des 4 associations partenaires).

Informations complémentaires

Le volontaire, sous la responsabilité d'Apprentis d'Auteuil Océan Indien, sera basé au sein du Bureau Pour l'Emploi de Graines de Bitume (Antananarivo). Il disposera d'un bureau et de tous les équipements nécessaires à la bonne mise en œuvre de ses missions.

Le poste nécessitera de nombreux déplacements auprès des entreprises et des associations partenaires du projet à Antananarivo (frais pris en charge).

Ville Antananarivo

Expériences / Formation du candidat

PROFIL DE CANDIDAT SOUHAITE

Le candidat devra disposer d'une solide formation en sciences sociales ou en socio-économie, complétée par une expérience dans le domaine social ou des ressources humaines.

Une formation complémentaire dans le domaine de la gestion de projet de développement, du suivi et évaluation serait un atout.

Une expérience professionnelle de minimum 2 ans est exigée dont une première expérience réussie dans un pays en voie de développement.

Une expérience professionnelle ou stage dans une entreprise de travail temporaire, et/ou en développement de partenariats idéalement à Madagascar seraient un atout.

Compétences recherchées : méthodologie d'intervention sociale, de veille et analyse de contexte socio-économique, animation de réseau, construction

d'outils d'insertion, rédaction d'écrits professionnels, organisation d'événements de mobilisation.

Qualités recherchées : aisance relationnelle, sens de l'observation, de l'écoute et de l'analyse, capacités d'autonomie et d'initiative, respect de la culture, du rythme et des modes de **fonctionnement des partenaires.**

Langues : maîtrise du français, la connaissance du malgache serait un plus.

Un profil de poste plus détaillé est à disposition sur demande à la Direction de la Coopération Internationale.

Fonctions : Coordination, Gestion de projet, Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités : Economie, Finance, Administration, Ressources Humaines, Social

Pays : Afrique, Madagascar

Contrat : Volontariat / service civique

Documents à envoyer

Dossier de candidature

Le dossier de candidature est disponible sur le site www.gouv.mc à l'adresse <http://www.gouv.mc/Action-Gouvernementale/Monaco-a-l-International/L-Aide-Publique-au-Developpement-et-la-Cooperation-Internationale/Les-Volontaires-Internationaux-de-Monaco>

ou bien sur simple demande à la Direction de la Coopération Internationale, sise 2 rue de la Lujerneta, MC 98 000 MONACO / + 377 98 98 44 88.

Envoi des dossiers

Les candidats devront faire parvenir au Département des Relations Extérieures et de la Coopération, Direction de la Coopération Internationale, ATHOS Palace, 2 rue Lujerneta 98000 MONACO, avant le 3 avril 2017 :

une demande avec lettre de motivation ;

un CV ;

un dossier de candidature dûment rempli ;

un extrait d'acte de naissance ;

une copie des diplômes ;

une copie de la carte d'identité ou de la carte de séjour pour les résidents en Principauté.

Les candidats devront également faire parvenir, à la même adresse et dans un bref délai, un extrait du casier judiciaire de moins de trois mois de date.

Conformément à la loi, la priorité sera réservée aux candidats de nationalité monégasque.

Nom de la personne contact

Bastien Nicaise

Email de la personne contact bnicaise@gouv.mc

Postuler en ligne <http://www.gouv.mc/Action-Gouvernementale/Monaco-a-l-International/L-Aide-Publique-au-Developpement-et-la-Cooperation-Internationale/Les-Volontaires-Internationaux-de-Monaco>

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02

Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P /2013/ CAQ/TGI.O/P.F

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Bernard M' Pempé Hien

- Augustin Nikiéma

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureima Sogoba

-Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Frédérick PoOda

- Valentin Ouedraogo

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

-Amédée Silga

- Karim Koala

- Ouaboué Bakouan

- Albert Tarpaga

-Paul Soma

-Arjuman Saganogo

- Joseph Kaboré

-Valentin Singbéogo

- Issa Sepama

- Hermann Toé

- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Aminata PORGO

Bernard HIEN

Alfred Syé KAM

Œil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial

+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en

version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

18/03/2017 AU 25/03/2017 Groupe II

1	Aéroport	25 31 42 22	21	Martin	25 50 84 59
2	Amaro	25 34 33 28	22	Meteba	25 33 53 33
3	Ar-rahma	25 35 09 86	23	Nayyira	25 48 18 41
4	Augustine	25 37 61 00	24	Neima	25 35 56 82
5	Barwende	25 40 85 90	25	Nemadis	25 37 30 41
6	boulmigou	25 43 12 68	26	Progrès	25 43 01 62
7	Cité An III	25 33 19 66	27	Providence	25 31 86 48
8	Dapoya	25 31 32 01	28	Rood Wooko	25 30 88 90
9	Delwindé	25 36 72 80	29	Sangoulé Lamizana	25 41 13 00
10	Denisa	71 82 76 60	30	Schifeyi	25 40 27 42
11	Faso	25 38 19 29	31	Sig-Noghin	25 35 09 77
12	Flayiri	25 40 73 44	32	Sigri	25 41 21 48
13	Hamdalaye	25 34 36 94	33	Sud	25 38 42 82
14	Heera	25 31 66 10	34	Talba	25 36 22 25
15	Jabnéel	25 44 78 70	35	Tanko	25 35 15 57
16	Jourdain	25 36 06 86	36	Univers	25 41 99 65
17	Karpala	25 37 14 14	37	Wati	25 38 52 92
18	Koulouba	25 31 19 18	38	Yobi	25 31 16 30
19	La Famille	25 43 06 85			
20	Marlass	78 55 00 52			

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47

Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45

ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11

SONABEL: 25 30 61 00

Aéroport: 25 30 65 15

Police secours: 25 30 71 00

Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18

Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44

ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11

SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30

Aéroport: 20 97 00 70

Burkina secours: 20 97 01 43

Police secours: 17

Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

Couverture médiatique

Publicité

Communication

- L'actualité des Centres de recherche
- L'actualité des écoles et universités
- L'actualité générale des 45 provinces en continue
- Les activités du gouvernement
- L'actualité internationale

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info
226 76609721/ 72080505/ 72072121
05BP5805 Ouaga02
Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO